

**RÉPONSE D'ÉNERGIR, S.E.C. (ÉNERGIR) À LA  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE (LA RÉGIE)  
RELATIVE À LA DEMANDE D'APPROBATION DU PLAN D'APPROVISIONNEMENT ET DE MODIFICATION DES *CONDITIONS  
DE SERVICE ET TARIF* D'ÉNERGIR, S.E.C. À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2025**

---

**ÉVOLUTION DU COÛT DE SERVICE RÉEL**

- 1. Références :**
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 8, graphique 1;
  - (ii) Dossier R-4288-2024, pièce [B-0041](#), p. 7;
  - (iii) Dossier R-4288-2024, pièce [B-0029](#), p. 3;
  - (iv) Dossier R-4288-2024, pièce [B-0061](#).

**Préambule :**

- (i) Au graphique 1, Énergir présente l'évolution historique du coût de service de distribution pour la période 2017-2024, en excluant la contrepartie du nivellement de l'impôt et la contribution GES. Pour l'année 2023-2024 du graphique 1, le coût de service totalise 659 M\$.
- (ii) Le coût de service réel du service de distribution pour l'année 2023-2024, excluant la contribution GES, est établi à 683,2 M\$. En excluant également la dépense d'impôts sur le revenu de – 0,6 M\$, le coût de service en distribution serait de 683,8 M\$.  
  
Pour l'ensemble des services, la dépense d'impôts sur le revenu présumés totalise 9 550 k\$ pour l'année 2023-2024. Le calcul de ce montant est présenté en référence (iv).
- (iii) Dans la pièce B-0029, la dépense d'impôt pour l'année 2023-2024 ventilée entre les différents services totalise 23 357 k\$.

- (iv) Dans la pièce B-0061, Énergir présente le calcul de la provision pour l'impôt présumé pour l'année 2023-2024 comme suit :

|   |  |                          |
|---|--|--------------------------|
| <b>Impôt à payer selon les calculs</b>                          |  |                          |
| Fédéral - Partie I  | (Énergir-11, Doc. 1, p. 2, l. 55)        | 17 441 000               |
| Québec  | (Énergir-11, Doc. 1, p. 3, l. 37)        | 11 410 000               |
| <b>Total des impôts exigibles pour l'année</b>                  |  | <u>28 851 000</u>        |
| <b>Ajustements passés au cours de l'exercice</b>                |  |                          |
| Déclaration versus provision - Année précédente                 |  | <u>(16 439 000)</u>      |
| <b>Provision pour impôts selon les calculs</b>                  |  | <b><u>12 412 000</u></b> |
| Provision pour impôts sur bénéfice d'exploitation               | (Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 22) | 9 550 000                |
| Provision pour impôts sur la quote-part du trop-perçu d'Énergir | (Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 28) | 2 862 000                |
| <b>Provision totale présentée à l'état des résultats</b>        |  | <b><u>12 412 000</u></b> |
| <b>Écart</b>  |  | <u>0</u>                 |

#### Demandses :

- 1.1 Veuillez expliquer « la contrepartie du nivellement de l'impôt » en considérant les renseignements présentés en références (ii), (iii) et (iv).

#### Réponse :

Au cours des années antérieures, certains nouveaux traitements fiscaux, notamment ceux liés aux développements informatiques, ont eu un impact sur la charge d'impôt réelle, alors que ces traitements n'avaient pas été pris en compte lors de l'établissement du dossier tarifaire de ces mêmes années.

Ces écarts ne devant pas avoir d'incidence sur les trop-perçus ou les manques à gagner, Énergir a donc procédé à un nivellement de l'effet, de manière à neutraliser l'impact sur les résultats. Le montant ainsi nivelé a été comptabilisé dans les autres revenus d'exploitation.

Il est donc impossible d'identifier la valeur du nivellement via les références ii), iii) et iv) puisqu'elles font référence à la charge d'impôt réellement calculée. Le nivellement vise à neutraliser un écart entre la charge d'impôt réelle et celle établie à la cause tarifaire.

Par ailleurs, la référence iii) comporte une erreur et aurait dû présenter un impôt de 9 550 k\$ plutôt que de 23 357 k\$, comme indiqué correctement à la page 6 de cette même pièce.

En réponse à la question 2.3 de la pièce B-0173, Énergir-42, Document 3 du dossier R-4288-2024, Énergir a présenté la conciliation des éléments des autres revenus d'exploitation.

On peut remarquer dans cette conciliation que des montants de 13,8 M\$ et de 10,4 M\$ ont été constatés à titre de nivellement de la charge d'impôt afin de compenser la baisse de la charge d'impôt au réel due à des traitements non prévus lors de l'établissement de la Cause tarifaire 2023-2024.

- 1.2 Pour chacune des années du graphique 1 de la référence (i), veuillez concilier les montants avec les données présentées au rapport annuel, en présentant distinctement la contrepartie du nivellement de l'impôt, les différents CFR et la contribution GES. Veuillez également donner les références.

**Réponse :**

Le tableau suivant présente l'information relative à l'amortissement des CFR ainsi qu'aux autres composantes du coût de service figurant dans le graphique 1 de la référence (i). Un ajout a été effectué afin de considérer la contribution GES et d'intégrer l'effet du nivellement d'impôt qui avait été exclu du graphique 1. La somme de ces éléments correspond au coût de service total présenté dans le rapport annuel.

Tableau Q-1.2

Coût de service de distribution réel

|                          | 2016-2017          | 2017-2018          | 2018-2019             | 2019-2020          | 2020-2021          | 2021-2022          | 2022-2023          | 2023-2024              |
|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------|
| Autres                   | 556                | 552                | 593                   | 587                | 603                | 616                | 642                | 623                    |
| Amortissement des CFR    | (29)               | 16                 | (7)                   | (44)               | (50)               | 8                  | 51                 | 36                     |
| Contribution GES         |                    |                    |                       |                    |                    |                    | (0)                | (1)                    |
| Nivellement d'impôt      |                    |                    | 5 <sup>(note 1)</sup> |                    |                    | 7 <sup>(1)</sup>   | (3) <sup>(1)</sup> | 24 <sup>(note 2)</sup> |
| Coût de service total RA | 527 <sup>(3)</sup> | 568 <sup>(4)</sup> | 591 <sup>(5)</sup>    | 543 <sup>(6)</sup> | 553 <sup>(7)</sup> | 632 <sup>(8)</sup> | 690 <sup>(9)</sup> | 683 <sup>(10)</sup>    |

**Note 1** : Une modification fiscale est survenue durant l'année financière 2018-2019. Puisque cette modification n'avait pas été prévue lors de la Cause tarifaire 2018-2019, un nivellement a été constaté afin d'en neutraliser l'effet sur le TP/MAG. Un CFR de cotisations d'impôts a donc été créé et intégré dans la Cause tarifaire 2020-2021.

**Note 2**

10 Crédits d'impôt relatifs aux C3i <sup>(2)</sup>

+14 Crédits d'impôt découlant des changements de catégories fiscales des développements informatiques <sup>(1)</sup>

24

(1) R-4288-2024, pièce B-0173, Énergir-42, Document 3, p. 5, tableau Q-2.1

(2) R-4288-2024, pièce B-0173, Énergir-42, Document 3, p. 6, tableau Q-2.3

(3) R-4024-2017, pièce B-0046, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.14

(4) R-4079-2018, pièce B-0045, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.13

(5) R-4114-2019, pièce B-0163, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.14

(6) R-4136-2020, pièce B-0162, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.12

(7) R-4175-2021, pièce B-0049, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.12

(8) R-4209-2022, pièce B-0051, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.12

(9) R-4242-2023, pièce B-0048, Énergir-8, Document 1, p. 5, col. 1, l.15

(10) R-4288-2024, pièce B-0041, Énergir-8, Document 1, p. 7, col. 1, l.14

**2. Référence :** Pièce [B-0281](#), p. 9, graphique 2.

**Préambule :**

Le graphique 2 présente, pour les années réelles 2017-2018 à 2023-2024, la variation annuelle du coût du service en distribution, en incluant l'amortissement des CFR et en l'excluant.

**Demande :**

2.1 Veuillez déposer une mise à jour du graphique 2 de la référence (i) afin d'y ajouter l'année réelle 2024-2025, l'IPC Québec réel pour chacune des années et la moyenne de l'IPC Québec. À cette fin, veuillez déposer une mise à jour de la pièce B-0281.

**Réponse :**

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter l'ajout demandé.

## ÉVOLUTION DES OPEX

- 3. Références :**
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 11, graphique 4;
  - (ii) Dossier R-4288-2024, pièce [B-0022](#);
  - (iii) Dossier R-4288-2024, pièce [B-0032](#) ;
  - (iv) Pièce [B-0281](#), p. 30.

### Préambule :

- (i) Au graphique 4, Énergir présente l'évolution des dépenses d'exploitation (OPEX) réelles incluant le coût des avantages sociaux futurs (ASF) pour les années 2016-2017 à 2023-2024. Pour l'année 2023-2024, le coût total s'élève à 230 M\$, soit 221 M\$ pour les OPEX et 9 M\$ pour le coût des ASF.
- (ii) Au rapport annuel 2023-2024, les dépenses d'exploitations réelles pour l'année 2023-2024 totalisaient 238,3 M\$.
- (iii) Pour l'année financière 2023-2024, la charge relative aux ASF s'élevaient à 12,4 M\$.

### Demandes :

- 3.1 Dans la pièce B-0281 mise-à-jour qui sera déposée en réponse à la question 2.1, veuillez mettre à jour le graphique 4 afin d'y ajouter l'année réelle 2024-2025 ainsi que les éléments suivants, pour chacune des années :
- Le % de variation annuelle des OPEX, excluant le coût des ASF ;
  - L'IPC Québec réel ;
  - Le taux d'inflation selon l'EERH ; et
  - Le taux d'inflation pondéré (75 % selon l'EERH et 25 % selon l'IPC Québec).

### Réponse :

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

- 3.2 Pour chacune des années du graphique 4 mis-à-jour en réponse à la question précédente, veuillez concilier les montants avec les données présentées dans les dossiers de rapport annuel. Veuillez également donner les références.

Réponse :

Tableau Q-3.2

|   |     | MS  | Référence   |
|---|-----|-----|---|
| <b>2016-2017</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 196 | R-4024-2017, Énergir-4, Doc. 6, p. 1, col. 1, l. 32 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | -   | s. o.   |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 196 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | -   | s. o.   |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 196 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | -   | s. o.   |
| <b>2017-2018</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 202 | R-4079-2018, Énergir-4, Doc. 6, p. 1, col. 1, l. 32 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | -   | s. o.   |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 202 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | -   | s. o.   |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 202 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | -   | s. o.   |
| <b>2018-2019</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 213 | R-4114-2019, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 22  | R-4076-2018, Énergir-L, Doc. 8, p. 2, l. 22         |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 191 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | (2) | R-4114-2019, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 18 |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 211 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 20  | s. o.   |
| <b>2019-2020</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 216 | R-4136-2020, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 20  | R-4136-2020, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 18 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 196 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | (5) | s. o.   |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 210 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 14  | s. o.   |
| <b>2020-2021</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 229 | R-4175-2021, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 16 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 27  | R-4175-2021, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 18 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 202 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | 1   | s. o.   |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 230 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 28  | s. o.   |
| <b>2021-2022</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 232 | R-4209-2022, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 16 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 31  | R-4209-2022, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 18 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 201 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | 3   | R-4209-2022, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 235 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 34  | s. o.   |
| <b>2022-2023</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 240 | R-4242-2023, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 16 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 23  | R-4242-2023, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 19 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 217 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | (8) | R-4242-2023, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 232 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 15  | s. o.   |
| <b>2023-2024</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 238 | R-4288-2024, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 16 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 18  | R-4288-2024, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 17 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 221 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | (9) | R-4288-2024, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 230 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 9   | s. o.   |
| <b>2024-2025</b>  |     |     |   |
| Dépense d'exploitation  | a   | 244 | R-4328-2025, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 16 |
| ASF-coût des services rendus  | b   | 18  | R-4328-2025, Énergir-4, Doc. 5, p. 1, col. 2, l. 17 |
| Sous-total dépense d'exploitation excluant ASF-coût des services rendus | a-b | 226 | s. o.   |
| ASF-Autres composantes  | c   | (2) | R-4328-2025, Énergir-4, Doc. 1, p. 1, col. 2, l. 17 |
| TOTAL Dépenses d'exploitation incluant ASF                              | a+c | 242 | s. o.   |
| TOTAL ASF   | b+c | 16  | s. o.   |

4. Référence : Pièce [B-0281](#), p. 30.

**Préambule :**

*« Dans le contexte actuel de transition énergétique et des cibles de réduction de GES du Gouvernement, Énergir est confrontée à une décroissance de sa clientèle, comme le reflètent les projections présentées dans une pièce actuellement à l'étude. Cette tendance est d'ailleurs déjà amorcée, comme en témoigne le Rapport annuel 2024 ». [Notes de bas de page omise]*

**Demande :**

4.1 Dans la pièce B-0281 mise-à-jour qui sera déposée en réponse aux questions précédentes, veuillez présenter l'évolution annuelle du nombre de clients au cours de la période 2017-2018 à 2024-2025, en présentant le nombre total de clients, le nombre de clients ajoutés et les pertes de clients.

**Réponse :**

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

**CHOIX DES INDICES et OPEX**

5. Références :
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 28;
  - (ii) Dossier R-4257-2024, pièces [B-0006](#), p. 5;
  - (iii) Tableau établi par la Régie à partir des pièces déposées aux rapports annuels des années 2018-2019 à 2024-2025.

**Préambule :**

- (i) Énergir propose d'utiliser les indices qui ont été retenus dans la formule paramétrique, appliquée au cours de la période 2019-2020 à 2024-2025. Elle souligne que ces indices ont été utilisés strictement aux fins de l'établissement de l'enveloppe des OPEX. Énergir est d'avis que ces indices, déjà bien connus, reflètent l'évolution des différentes composantes du coût de service en distribution et présentent des avantages en matière de disponibilité et de transparence.

Pour l'IPC Québec appliqué au dossier tarifaire, le taux est établi selon la moyenne des 12 mois se terminant au mois de février précédent l'entrée en vigueur des tarifs. Énergir soumet que cet indice a l'avantage de refléter la réalité du marché qu'elle dessert et l'évolution du prix de ses intrants.

- (ii) Aux fins d'établir la prévision de la demande pour l'année tarifaire 2024-2025, le taux d'inflation québécois était estimé à 2,10 %, selon les sources suivantes :

Inflation Québec 2024-2025

Moyenne de prévisions :  
Desjardins (janv. 2024)  
Conférence Board du Canada (nov. 2023)  
Banque Nationale (janv. 2023)  
BMO (janv. 2024)  
Banque Royale (déc. 2023)  
Banque Scotia (déc. 2023)

(iii) À partir des pièces déposées aux rapports annuels (références en note de bas de tableau), la Régie produit le tableau suivant :

|  | Budget<br>détaillé       | Formule                  | Formule                  | Formule                  | Formule avec<br>ajustements | Formule                  | Formule                  |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Rapport annuel   | R-4114-2019<br>2018-2019 | R-4136-2020<br>2019-2020 | R-4175-2021<br>2020-2021 | R-4209-2022<br>2021-2022 | R-4242-2023<br>2022-2023    | R-4288-2024<br>2023-2024 | R-4328-2025<br>2024-2025 |
| <b>Dépenses d'exploitation (OPEX)</b>                          |                          |                          |                          |                          |                             |                          |                          |
| Réel au rapport annuel   | 212 949                  | 215 636                  | 228 984                  | 231 798                  | 240 369                     | 238 300                  | 243 929                  |
| Prévu au dossier tarifaire (DT)                                | 213 100                  | 217 087                  | 232 060                  | 244 989                  | 244 318                     | 248 643                  | 256 433                  |
| Écart au rapport annuel  | (151)                    | (1 451)                  | (3 076)                  | (13 191)                 | (3 949)                     | (10 343)                 | (12 504)                 |
| <b>Surévaluation OPEX au DT</b>                                | 0,1%                     | 0,7%                     | 1,3%                     | 5,4%                     | 1,6%                        | 4,2%                     | 4,9%                     |
| <b>Indices aux fins de la formule</b>                          |                          |                          |                          |                          |                             |                          |                          |
| Inflation réelle selon l'EERH (75 %)                           |                          | 2,50%                    | 3,81%                    | 4,89%                    | 4,95%                       | 4,22%                    | 3,44%                    |
| Indice EERH selon plafond si applicable                        |                          | sans objet               |                          |                          | 4,00%                       | 4,00%                    |                          |
| Inflation réelle IPC (25 %)                                    |                          | 1,71%                    | 1,74%                    | 1,61%                    | 5,73%                       | 5,79%                    | 3,61%                    |
| Inflation réelle pondérée                                      |                          | 2,30%                    | 3,29%                    | 4,07%                    | 4,43%                       | 4,45%                    | 3,49%                    |
| Inflation réelle appliquée sur le point de départ <sup>1</sup> |                          | 3,04%                    | 3,84%                    | 4,49%                    | 4,60%                       | 4,35%                    | 3,19%                    |

Note 1 : Inflation tenant compte de la variation du nombre de clients réels et du facteur d'escompte de 75 %, appliqué sur le point de départ.

Sources : Dossiers R-4114-2019, pièce [B-0040](#), p. 4 et 5 ; R-4136-2020, pièces [B-0044](#), p. 4 et 5, et [B-0028](#) ; R-4175-2021, pièces [B-0049](#), p. 4 et 5, et [B-0028](#) ; R-4209-2022, pièces [B-0051](#), p. 4 et 5, et [B-0031](#) ; R-4242-2023, pièces [B-0048](#), p. 4 et 5, et [B-0028](#) ; R-4288-2024, pièces [B-0041](#), p. 4 et 5, et [B-0022](#) ; R-4328-2025, pièces [B-0043](#), p. 4 et 5, [B-0022](#).

## Demandes :

5.1 Veuillez confirmer le tableau de la référence (iii) ou le corriger, le cas échéant.

### Réponse :

Énergir confirme l'exactitude du tableau de la référence (iii) à l'exception du montant prévu au dossier tarifaire (DT) de 2023-2024 où l'on devrait lire 248 463 k\$ et non 248 643 k\$. L'écart au rapport annuel devrait donc être de (10 163 k\$), ainsi que la surévaluation OPEX au dossier tarifaire de 4,3 %.

5.2 Veuillez commenter la performance de la formule paramétrique pour les périodes d'application 2019-2020 à 2021-2022 et 2022-2023 à 2024-2025, considérant les données présentées au tableau de la référence (iii).

### Réponse :

La performance de la formule paramétrique ne se mesure pas directement par l'écart entre le résultat projeté de la formule et les dépenses réelles d'exploitation. La formule impose une limite à la croissance des dépenses d'exploitation, au-delà de laquelle les dépenses du distributeur ne peuvent être récupérées dans les tarifs de distribution.

Comme la formule est définie pour une période de trois années, elle encourage le distributeur à réaliser des gains d'efficacité. L'écart entre le résultat de la formule et les dépenses réelles représente donc le succès des efforts d'Énergir à contrôler ses coûts par rapport à la limite tracée par la formule. Par ailleurs, Énergir est d'avis que les paramètres d'inflation permettant d'établir la formule sont toujours pertinents et qu'ils reflètent fidèlement l'évolution des dépenses d'Énergir, comme expliqué à la réponse à la question 5.3. Les écarts favorables constatés au rapport annuel sont plutôt le fruit d'une saine gestion des coûts et de la réalisation de gains d'efficacité.

En effet, Énergir s'est donné comme objectif de s'assurer de la saine gestion de ses coûts, de manière à maintenir sa compétitivité. Par l'utilisation de la formule paramétrique, Énergir a bénéficié d'une meilleure prévisibilité quant à la portion des dépenses d'exploitation qu'elle pourrait récupérer dans ses tarifs pour deux périodes successives de trois ans. Cette prévisibilité a facilité la mise en place d'initiatives à plus long terme et a mené à des décisions d'affaires plus optimales. Comme mentionné dans les différentes pièces et dans les réponses aux DDR portant sur les dépenses d'exploitation au fil des années, au cours de la période d'allègement, Énergir a travaillé à mettre en place une structure de gouvernance axée sur l'optimisation et l'amélioration continue de ses pratiques d'entreprise. La saine gestion des coûts a permis d'ajuster à la baisse le point de départ des dépenses d'exploitation lors de la reconduction de la formule paramétrique à la Cause tarifaire 2022-2023 et à déposer un budget des dépenses d'exploitation à la Cause tarifaire 2025-2026 inférieur à ce qu'aurait donnée une reconduction de la formule paramétrique. Les clients ont bénéficié de ces économies sous la forme de baisses tarifaires. La saine gestion des dépenses a permis à Énergir de limiter la croissance de ses dépenses d'exploitation à un niveau inférieur à la limite établie par la formule.

Par ailleurs, l'application de la formule doit permettre un allègement réglementaire, ce qui fut le cas pour les années 2020 à 2025. Cet allègement s'est traduit en (i) de l'information simplifiée en termes de pièces déposées dans les causes tarifaires et (ii) un nombre limité de demandes de renseignements, tant à la cause tarifaire qu'au rapport annuel.

En conclusion, Énergir est d'avis que les dépenses d'exploitation n'ont pas été surévaluées par l'utilisation de la formule paramétrique et que la formule paramétrique répond aux objectifs visés de gains de productivité et d'allègement réglementaire.

- 5.3 Pour les années 2023-2024 et 2025-2026 du tableau de la référence (iii), veuillez commenter la surévaluation des OPEX établie respectivement à 4,2 % et 4,9 %. Veuillez notamment préciser si cette surévaluation pourrait s'expliquer en partie par les indices d'inflation utilisés dans la formule paramétrique.

**Réponse :**

Afin de déterminer si les indices d'inflation utilisés dans la formule paramétrique sont toujours pertinents, Énergir a comparé l'évolution de ces indices à l'évolution de ses dépenses d'exploitation, comme présenté au tableau ci-dessous.

**Tableau Q-5.3 a)  
Évolution annuelle des dépenses d'exploitation et des indices EERH et IPC Québec**

|  | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | TCAC <sup>1</sup> |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
| <b>Salaires réguliers et garde</b>               |           |           |           |           |           |           |           |                   |
| PMO <sup>2</sup>                                 | 1 500     | 1 536     | 1 531     | 1 528     | 1 521     | 1 536     | 1 552     |                   |
| Salaires réguliers (k\$) <sup>2</sup>            | 134 449   | 140 864   | 148 494   | 150 264   | 154 828   | 162 192   | 172 124   |                   |
| Salaires réguliers moyen (\$)                    | 89 636    | 91 713    | 96 961    | 98 343    | 101 800   | 105 584   | 110 879   | 3,61%             |
| % augmentation réel                              |           | 2,32%     | 5,72%     | 1,43%     | 3,52%     | 3,72%     | 5,02%     |                   |
| % augmentation formule paramétrique <sup>3</sup> |           | 2,50%     | 3,81%     | 4,89%     | 4,00%     | 4,00%     | 3,44%     | 3,77%             |
| <b>Autres dépenses</b>                           |           |           |           |           |           |           |           |                   |
| Autres dépenses (k\$) <sup>2</sup>               | 72 817    | 69 922    | 72 158    | 77 174    | 81 619    | 83 543    | 86 855    | 2,98%             |
| % augmentation réel                              |           | -3,98%    | 3,20%     | 6,95%     | 5,76%     | 2,36%     | 3,96%     |                   |
| % augmentation formule paramétrique <sup>3</sup> |           | 1,71%     | 1,74%     | 1,61%     | 5,73%     | 5,79%     | 3,61%     | 3,35%             |

<sup>1</sup> TCAC = (V\_fin / V\_début) ^ (1/t) – 1

<sup>2</sup> R-4114-2019, pièces B-0023 et B-0025 pour ajouter les ETP ANR au PMO; R-4136-2020, pièces B-0028 et B-0030 pour ajouter les ETP ANR au PMO; R-4175-2021, pièce B-0158; R-4209-2022, pièce B-0031; R-4242-2023, pièce B-0028; R-4288-2024, pièce B-0022 et R-4328-2025, pièce B-0022.

<sup>3</sup> Les % d'augmentation de la formule paramétrique proviennent du tableau ci-dessus à la référence (iii).

Pour évaluer l'indice EERH, Énergir a calculé le taux de croissance annuel composé (TCAC) des salaires moyens réels par PMO, qu'elle a ensuite comparé au TCAC de l'indice EERH. Pour ce faire, Énergir a utilisé les salaires moyens bruts par PMO, c.-à-d. en excluant les allocations liées au CAPEX et aux activités non réglementées, afin d'éviter que des fluctuations ou distorsions liées à ces allocations n'affectent la croissance des dépenses. Le même principe a été appliqué aux autres dépenses, lesquelles ont également été considérées selon leurs montants bruts avant allocations, afin d'éviter toute distorsion liée aux mouvements d'allocation. Le tableau suivant illustre les résultats :

Tableau Q-5.3 b)

| Variation moyenne 2019 à 2025<br>Indice EERH vs Salaires moyens et IPC Québec vs autres dépenses |        |                 |        |
|--|--------|-----------------|--------|
| Indice EERH  | 3,77 % | IPC Québec      | 3,35 % |
| Salaires moyens par PMO  | 3,61 % | Autres dépenses | 2,98 % |
| Salaires moyens, incluant le temps supplémentaire et les avantages sociaux <sup>1</sup>          | 3,46 % |                 |        |

<sup>1</sup> Les avantages sociaux excluent la dépense de fonds de retraite.

Annuellement, comme présenté au tableau Q-5.3 a), la croissance des salaires moyens et des autres dépenses peut être plus ou moins élevée par rapport à l'indice EERH et à l'indice IPC Québec, puisque les dépenses réelles d'une année spécifique peuvent être affectées par des éléments ponctuels.

Cependant, sur l'horizon de 2019 à 2025, Énergir constate que la croissance des salaires moyens d'Énergir suit l'indice EERH. Effectivement, comme présenté dans les tableaux Q-5.3 a) et b), le taux de croissance annuel composé (TCAC) du salaire réel moyen s'établit à 3,61 %, alors que l'inflation selon l'EERH utilisée dans la formule paramétrique est de 3,77 %, pour un écart raisonnable de 0,16 %. Si on ajoute l'effet du temps supplémentaire et des avantages sociaux, la croissance moyenne des salaires a été inférieure à l'indice de seulement 0,31 %.

En ce qui concerne la croissance moyenne des autres dépenses (ex. : services professionnels, services externes, matériaux, énergie, fournitures, assurances, licences, etc.) sur l'horizon 2019 à 2025, Énergir constate qu'elle suit l'IPC Québec. Effectivement, comme présenté dans les tableaux Q-5.3 a) et b), le TCAC des autres dépenses est de 2,98 %, alors que l'IPC utilisé dans la formule paramétrique est de 3,35 %, soit un écart raisonnable de 0,37 %.

Étant donné que les TCAC réels et ceux issus de la formule paramétrique sont similaires, Énergir peut affirmer que les indices utilisés dans la formule paramétrique sont justes. Énergir a réussi à limiter la croissance de ses OPEX grâce à une gestion rigoureuse du temps supplémentaire, au contrôle de la hausse des autres dépenses par diverses initiatives de productivité et d'optimisation, ainsi qu'à une augmentation de la part du temps consacré aux activités non réglementées, ce qui permet d'expliquer pourquoi la croissance réelle des dépenses d'exploitation a été inférieure à l'indice pondéré utilisé dans la formule paramétrique. Ainsi, les dépenses d'exploitation prévues aux dossiers tarifaires n'ont pas été surévaluées pour l'ensemble de la période où la formule paramétrique a été utilisée.

- 5.4 Veuillez présenter les avantages et inconvénients d'utiliser l'IPC Québec exclusivement pour les OPEX, basé sur la moyenne de 12 mois historiques, et un autre taux d'inflation québécois pour les fins de la prévision de la demande, basé sur une moyenne prévisionnelle provenant, entre autres, d'institutions financières.

**Réponse :**

L'IPC Québec pour les OPEX et l'inflation pour les fins de la prévision de la demande répondent à deux besoins d'affaires différents.

Pour la prévision de la demande, l'objectif principal du partage des prévisions d'inflation est d'offrir de la visibilité sur le contexte économique anticipé durant les années couvertes par la cause tarifaire. Autrement, l'inflation rapportée au Tableau 2 de la référence (ii) est utilisée pour les calculs de la position concurrentielle. D'ailleurs, Énergir soulève le fait que les projections d'inflation tendent vers 2 % pour les prévisions d'inflation au-delà de 18 à 24 mois. En effet, la politique monétaire de la Banque du Canada cible une inflation à 2 %, ce que les institutions financières semblent factoriser. Comme présenté au tableau ci-dessous, l'inflation québécoise utilisée pour les fins de la prévision de la demande (basée sur des données projetées) tendait vers 2 % entre 2019 et 2025 (moyenne de 2,13 %).

Pour les OPEX, les dépenses d'Énergir sont affectées par l'inflation réelle qui peut s'éloigner de la cible de 2 %, comme il est possible de le constater annuellement pour la période 2019 à 2025. L'utilisation d'un indice basé sur des données historiques sera donc plus représentative de la réalité à laquelle Énergir fera face.

**Tableau Q-5.4**  
**Comparaison de l'évolution des autres dépenses d'Énergir à l'IPC Québec historique 12 mois et à l'inflation québécoise basée sur des données projetées**

|  | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | TCAC <sup>1</sup> |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
| <b>Autres dépenses</b>                           |           |           |           |           |           |           |                   |
| % augmentation réel <sup>2</sup>                 | -3,98%    | 3,20%     | 6,95%     | 5,76%     | 2,36%     | 3,96%     | 2,98%             |
| % augmentation formule paramétrique <sup>3</sup> | 1,71%     | 1,74%     | 1,61%     | 5,73%     | 5,79%     | 3,61%     | 3,35%             |
| Taux d'inflation québécoise <sup>4</sup>         | 1,90%     | 1,79%     | 1,99%     | 2,48%     | 2,53%     | 2,10%     | 2,13%             |

<sup>1</sup> TCAC = (V\_fin / V\_début) ^ (1/t) – 1

<sup>2</sup> Mêmes % que dans le tableau Q-5,3 a) ci-dessus sous Autres dépenses

<sup>3</sup> Les % d'augmentation de la formule paramétrique proviennent du tableau ci-dessus à la référence (iii).

<sup>4</sup> R-4076-2018, pièce B-0184; R-4119-2020, pièce B-0113; R-4151-2021, pièce B-0126; R-4177-2021, pièce B-0178; R-4213-2022, pièce B-0052 et R-4257-2024, pièce B-0006.

Pour la période de 2019 à 2025, la croissance moyenne réelle des autres dépenses d'Énergir s'est élevée à 2,98 %, soit un écart de 0,85 % par rapport à la croissance moyenne de l'inflation québécoise établie à l'aide des données projetées. L'écart n'est que de 0,37 % quand on compare la croissance moyenne réelle à l'IPC Québec établie à l'aide d'une moyenne historique 12 mois, ce qui en fait un indice plus juste pour les fins de la formule paramétrique.

- 5.5 Veuillez démontrer l'affirmation de la référence (i) à l'effet que les indices retenus reflètent l'évolution des différentes composantes du coût de service d'Énergir et présentent des avantages en matière de disponibilité et de transparence.

**Réponse :**

Indice EERH : tel que publié par Statistique Canada au tableau n° 14-10-0203-01. Cet indice provient de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et il reflète la rémunération moyenne non désaisonnalisée pour toutes les industries, excluant les heures supplémentaires pour le Québec. Cet indice permet de bien représenter l'évolution des salaires d'Énergir;

IPC Québec : tel que publié par Statistique Canada au tableau n° 18-10-0004-01. Cet indice permet de représenter l'évolution des dépenses autres que les salaires d'Énergir en termes de services professionnels, services externes, matériaux, énergie, fournitures, assurances, licences, etc.

Ces deux indices sont publiés mensuellement par Statistiques Canada, une source reconnue et fiable, ce qui en font des indices qui répondent aux objectifs de disponibilité et de transparence.

Énergir réfère également aux résultats des réponses aux questions 5.3 et 5.4, qui démontrent que l'évolution des indices et l'évolution des dépenses d'Énergir sont semblables.

- 5.6 Veuillez présenter les éléments qui permettent de conclure que l'IPC pour le Québec, publié par Statistique Canada au tableau no 18-10-0004-0124, reflète la réalité du marché desservi par Énergir et de l'évolution du prix de ses intrants.

**Réponse :**

Veuillez s.v.p. vous référer à la réponse à la question 5.3.

- 5.7 Aux fins de la FVC, en tout ou en partie, veuillez commenter la possibilité d'utiliser le même taux d'inflation québécois que celui utilisé pour établir la prévision de la demande aux fins du plan d'approvisionnement, plutôt que l'IPC Québec.

**Réponse :**

Veuillez s.v.p. vous référer à la réponse à la question 5.4

**BASE DE TARIFICATION**

6. Références :
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 33;
  - (ii) Dossier [B-0281](#), p. 37, tableau 2, et p. 38;
  - (iii) Dossier R-4287-2024 Phase 2, pièce [B-0103](#);
  - (iv) Dossier R-4287-2024 Phase 2, pièce [B-0106](#);
  - (v) Dossier R-4287-2024 Phase 2, pièce [B-0089](#).

**Préambule :**

- (i) « Énergir propose de scinder la base de tarification de manière à isoler les composantes présentant une croissance plus stable, pour ensuite la faire évoluer en 2026-2027, selon l'IPC. Ces composantes représentent plus de 95 % de la BT et comprennent :

- Les immobilisations;
- Le fonds de roulement;
- Les développements informatiques;
- Les programmes commerciaux.

*Ainsi, en maintenant le CMPC en 2026-2027, le coût du rendement entrant dans le calcul du coût de service de base, évoluera au même rythme que celui de la BT, soit selon l'IPC. Le détail des investissements sous le seuil ne sera donc pas présenté en 2026-2027, ce qui constitue un allègement considérable du processus d'établissement de la BT pour l'année intermédiaire 2026-2027 ».*

- (ii) « Les éléments traités à la marge incluent les nouveaux projets majeurs (qui seront intégrés à la BT en 2026-2027), les ASF, les CFR, le PGEÉ ainsi que le PTPD. Le coût de service relié à ces éléments, comprenant le coût du rendement et de l'amortissement, sera actualisé en fonction des soldes connus au moment de la production de la CT 2026-2027 ».
- (iii) Dans la pièce Énergir-L, Document 1, déposée au dossier tarifaire, Énergir présente la base de tarification mensuelle, au total et pour chacun des services.
- (iv) Dans la pièce Énergir-L, document 3, déposée au dossier tarifaire, Énergir présente l'information au soutien de sa demande d'autorisation des investissements inférieurs au seuil ainsi que la planification pluriannuelle des investissements.
- (v) Dans la pièce Énergir-I, Document 2, déposée au dossier tarifaire, Énergir présente la rentabilité du plan de développement.

**Demandes :**

6.1 Veuillez indiquer si la proposition de FVC relative à la base de tarification, présentée en référence (i) et (ii), aura un impact sur la présentation des données au dossier tarifaire, déposées aux pièces des références (iii), (iv) et (v). Dans l'affirmative, veuillez présenter l'impact des changements aux pièces du dossier tarifaire relative à la base de tarification.

**Réponse :**

La proposition FVC, présentée à la pièce B-0281, Énergir-U, Document 1 entraîne effectivement un allègement dans la production des certaines pièces déposées lors des années intermédiaires (années 2 et 3 d'un dossier pluriannuel 3 ans).

**Tableau Q-6.1**

| Cote Énergir<br>(R-4287-2024) | Description                    | Pièce déposée |             |             |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------|-------------|-------------|
|                               |                                | An 1          | An 2        | An 3        |
| (iii) Énergir-L, Doc. 1       | Base de tarification           | Oui           | Mode allégé | Mode allégé |
| (iv) Énergir-L, Doc. 3        | Investissements sous le seuil  | Oui           | Non         | Non         |
| (v) Énergir-I, Doc. 2         | Rentabilité plan développement | Oui           | Oui         | Oui         |

Au début de chaque période d'un dossier pluriannuel couvrant trois années tarifaires, soit à l'année 1, Énergir déposera un dossier exhaustif présentant l'ensemble des pièces actuellement déposées en soutien à son coût de service complet.

Comme présenté dans le tableau ci-dessus, dans le cadre des dossiers tarifaires déposés lors des années intermédiaires (années 2 et 3) :

- La pièce de la référence (iii) sera toujours déposée, mais selon une nouvelle présentation allégée : certaines informations (immobilisations, fonds de roulement, développement TI, programmes commerciaux) seront simplifiées puisqu'elles seront établies de manière globale par l'application d'un indice d'inflation, alors que les éléments non assujettis à la FVC continueront d'être présentés distinctement;
- La pièce de la référence (iv) ne sera pas requise puisque l'ensemble des immobilisations de la base de tarification sera établi de manière globale par l'application d'un indice d'inflation, et non par nature de projets;
- Aucune modification ne sera apportée à la pièce de la référence (v).

- 6.2 En lien avec la référence (i), veuillez confirmer qu'Énergir demandera toujours l'approbation des investissements sous le seuil. Veuillez préciser l'impact de votre proposition à l'effet que le détail des investissements ne sera pas présenté pour 2026-2027 sur la demande d'autorisation desdits investissements.

**Réponse :**

Aux fins de l'établissement des tarifs, conformément à l'article 49 de la Loi, la Régie doit notamment établir la base de tarification d'Énergir. Dans le cadre des dossiers tarifaires déposés lors des années intermédiaires, Énergir continuera de demander à la Régie d'approuver l'établissement de la base de tarification tel que déterminé à la pièce habituelle Énergir-L, Document 1.

De la même façon, en vertu de l'article 73 de la Loi, Énergir continuera de demander à la Régie d'autoriser globalement les investissements qui seront portés à la base de tarification de manière à atteindre le résultat établi par l'application de la FVC. Cependant, aucun détail ne sera fourni, lors des années intermédiaires, à l'égard des investissements sous le seuil de 4 M\$, puisque ces derniers seront issus de l'application globale de la FVC.

## RENDEMENT ET IMPÔTS

7. Références :
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 13, graphique 5;
  - (ii) Pièce [B-0281](#), p. 14, graphique 6;
  - (iii) Pièce [B-0281](#), p. 18, graphique 8.

### Préambule :

- (i) Énergir présente, au graphique 5, le coût du rendement et des impôts présumés réels pour la période 2016-2017 à 2023-2024.
- (ii) Énergir présente, au graphique 6, l'évolution de la base de tarification et du coût moyen pondéré du capital pour la période 2016-2017 à 2023-2024.
- (iii) Énergir présente, au graphique 8, les additions à la base de tarification pour les années 2016-2017 à 2023-2024.

### Demandes :

- 7.1 Dans la pièce B-0281 mise-à-jour qui sera déposée en réponse aux questions précédentes, veuillez mettre à jour les graphiques 5, 6 et 8 afin d'y ajouter l'année réelle 2024-2025. Pour les graphiques 5, 6 et les investissements sous le seuil du graphique 8, veuillez ajouter le % de variation annuelle et l'IPC Québec réel pour chacune des années.

#### Réponse :

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

- 7.2 Veuillez également présenter le coût du rendement et des impôts présumés du graphique 5 de la référence (i) dans deux graphiques distincts (nouveaux graphiques 5.1 et 5.2) en y ajoutant l'année réelle 2024-2025, le % de variation annuelle et l'IPC Québec réel pour chacune des années.

#### Réponse :

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

- 7.3 Outre les considérations de simplicité et considérant le graphique 5, veuillez justifier la proposition que les impôts présumés soient établis selon l'IPC.

**Réponse :**

Comme indiqué dans la preuve, la proposition d'Énergir d'établir les impôts présumés en fonction de l'IPC ne sera applicable que pour la Cause tarifaire 2026-2027. En effet, Énergir prévoit déposer, lors de la Cause tarifaire 2027-2028, une proposition visant une nouvelle méthodologie pour la détermination de la dépense d'impôts présumés. Cette nouvelle méthodologie pourra être appliquée tant pour les années de base que pour les années intermédiaires d'un cycle triennal.

La dépense d'impôts présumés présente une grande variabilité puisqu'elle reflète les impôts exigibles. Ces derniers sont calculés à partir du bénéfice imposable, lequel diffère du bénéfice comptable en raison d'écarts de traitement de certaines dépenses, notamment celles liées à l'amortissement. Comme les projections d'investissements ne sont plus élaborées de façon détaillée pour la Cause tarifaire 2026-2027, il ne sera pas possible de déterminer l'amortissement fiscal. L'impossibilité de prévoir les écarts affectant le bénéfice imposable, découlant de l'application de la FVC, rend impossible l'établissement du volet d'impôt non relié au rendement. C'est pour cette raison qu'Énergir a dû élaborer une nouvelle méthodologie.

L'impôt relié au rendement dépend directement du taux d'imposition et du rendement issu du niveau de la base de tarification, sur laquelle est appliqué le taux du coût moyen pondéré du capital (CMPC). Les taux d'imposition étant stables et le CMPC de 2025-2026 étant reconduit, la variation du rendement dépendra principalement de l'évolution de la base de tarification. Cette base est composée majoritairement des immobilisations, des développements informatiques, des programmes commerciaux et du fonds de roulement. Comme ces éléments seront indexés à l'IPC dans le cadre de la FVC, il est cohérent d'utiliser ce même indice pour faire croître la charge d'impôt.

Les résultats du graphique 5C de la version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 démontrent que le pourcentage de variation annuelle du rendement suit majoritairement une tendance similaire à l'IPC réel du Québec.

Énergir souhaite toutefois rappeler que la charge d'impôt ainsi établie de façon temporaire pourrait varier de façon significative par rapport à celle qui sera constatée au rapport annuel, lorsque le bénéfice imposable pourra être déterminé en fonction des données réelles. Comme illustré au graphique 5B de la version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1, une grande volatilité est observée d'une année à l'autre quant à la variation de la charge d'impôt.

Afin de neutraliser cet effet sur les résultats, Énergir propose donc de niveler 100 % de l'écart entre le montant prévu au dossier tarifaire selon la FVC et le montant calculé au rapport annuel<sup>1</sup>. L'écart constaté serait porté au CFR – Impôt et taxes.

- 8. Références :**
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 33;
  - (ii) Dossier R-4287-2024 Phase 2, pièce [B-0103](#).

**Préambule :**

- (i) Selon la FVC proposée, la variation du rendement lié aux immobilisations, au fonds de roulement, aux développements informatiques et aux programmes commerciaux, serait assujettie à l'IPC. Pour les autres éléments de la base de tarification, le rendement serait calculé selon une projection distincte.
- (ii) Le rendement est obtenu en multipliant la base de tarification par le taux moyen pondéré du coût en capital.

**Demande :**

- 8.1 Veuillez commenter la possibilité que le rendement ne soit pas assujetti à l'IPC, comme proposé en référence (i), mais qu'il soit plutôt calculé sur la base de tarification en distribution, lorsque cette dernière sera établie, comme présenté en référence (ii).

**Réponse :**

Énergir tient à préciser que la prémisse de la question, à savoir que le rendement autorisé résultera de l'application de l'IPC, est erronée. Le rendement autorisé continuera d'être déterminé par l'application du taux moyen pondéré du capital au total de la base de tarification, conformément au mécanisme décrit en (ii). Bien que la majorité des éléments de la base de tarification, tels les immobilisations nettes, le fonds de roulement, les développements informatiques ainsi que les programmes commerciaux, sera assujettie à la formule de variation des coûts, certaines composantes n'y seront pas soumises. Celles-ci continueront d'être établies conformément à la méthode actuellement en vigueur.

---

<sup>1</sup> Pièce B-0281, Énergir-U, Document 1, p. 34.

**AMORTISSEMENT**

- 9. Références :**
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 18;
  - (ii) Pièce [B-0281](#), p. 19, graphique 9;
  - (iii) Pièce [B-0281](#), p. 20, graphique 10.

**Préambule :**

- (i) *« Bien que la dépense d’amortissement en dollars absolus fluctue d’un exercice à l’autre, le ratio de l’amortissement par rapport à la BT demeure relativement stable. Cette stabilité s’explique par le fait que la plus grande part de la dépense d’amortissement provient des investissements passés, soit du solde reporté de la BT de l’exercice précédent ».*
- (ii) Énergir présente, au graphique 9, la base de tarification qui seraient assujettis à l’IPC, la dépense d’amortissement et le ratio de l’amortissement sur la base de tarification, pour les années réelles 2016-2017 à 2023-2024. Le ratio de l’amortissement annuel varie entre 7,2 % et 8,3 %.  
  
*« La variation de la dépense d’amortissement par rapport à l’exercice précédent découle donc des investissements réalisés au cours d’une année. Toutes choses étant égales par ailleurs, dans la mesure où la pondération des investissements sous le seuil entre les différentes catégories d’actifs demeure similaire d’une année à l’autre, la croissance de la dépense d’amortissement devrait suivre une trajectoire similaire à celle de ces investissements ».*
- (iii) Énergir présente, au graphique 10, les additions à la base de tarification et l’amortissement pour les immobilisations, les programmes commerciaux et les développements informatiques pour les années réelles 2016-2017 à 2023-2024. La variation de la dépense annuelle fluctue entre – 4 % et 13 %.

**Demandes :**

- 9.1 Dans la pièce B-0281 mise-à-jour qui sera déposée en réponse aux questions précédentes, veuillez mettre à jour les graphiques 9 et 10 afin d’y ajouter l’année réelle 2024-2025.

**Réponse :**

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

- 9.2 Veuillez indiquer s'il est possible de présenter les graphiques 9 et 10 pour les investissements sous le seuil distinctement de ceux au-dessus du seuil. Dans l'affirmative, veuillez ajouter ces graphiques dans la mise à jour de la pièce B-0281. Dans la négative, veuillez commenter.

**Réponse :**

Il n'est pas possible d'établir une base de tarification ni une charge d'amortissement de façon distincte pour les investissements sous le seuil de ceux au-dessus du seuil.

Bien qu'Énergir soit en mesure de segmenter les additions d'une année selon qu'elles soient sous le seuil ou au-dessus du seuil par type de marché (ex. : développement du réseau, amélioration du réseau, etc.), cette segmentation ne peut être maintenue au niveau de la base de tarification ni de la charge d'amortissement.

En effet, les projets, qu'ils soient sous le seuil ou au-dessus du seuil, sont imputés dans des catégories d'actifs communes. Par exemple, un projet majeur d'amélioration du réseau pourrait être imputé dans des catégories d'actifs relatives aux branchements et aux conduites principales, tout comme un projet sous le seuil. Puisque ces catégories d'actifs sont gérées en groupes, il est impossible de distinguer la valeur historique cumulative associée aux investissements sous le seuil de celle des investissements au-dessus du seuil. De plus, le processus actuel pour certains retraits d'actifs – notamment ceux liés aux branchements, aux conduites et aux compteurs – ne permet pas d'identifier le projet d'origine de l'actif retiré. Par conséquent, il est impossible de les classer adéquatement comme provenant d'investissements sous le seuil ou au-dessus du seuil et donc d'établir une continuité segmentée.

Puisque l'amortissement découle des soldes cumulatifs de ces continuités, il est tout aussi impossible d'obtenir une charge d'amortissement distincte.

- 9.3 Veuillez commenter la possibilité que la variation de la dépense d'amortissement pour les investissements sous le seuil soit déterminée à partir du ratio de l'amortissement des investissements sous le seuil par rapport à la base de tarification relative aux investissements sous le seuil.

**Réponse :**

Comme indiqué à la réponse à la question 9.2, il n'est pas possible d'établir une base de tarification ni une charge d'amortissement de façon distincte pour les investissements sous le seuil de ceux au-dessus du seuil. Il est donc impossible d'établir la projection d'amortissement pour les investissements sous le seuil à partir du ratio de l'amortissement des investissements sous le seuil par rapport à la base de tarification relative aux investissements sous le seuil.

## IMPÔTS FONCIERS, REDEVANCES ET AUTRES

10. Référence : Pièce [B-0281](#), p. 23, graphique 11.

### Préambule :

Énergir présente, au graphique 11, le coût de service lié aux impôts fonciers, aux redevances et autres dépenses, pour les années réelles 2016-2017 à 2023-2024.

### Demande :

10.1 Dans la pièce B-0281 mise-à-jour qui sera déposée en réponse aux questions précédentes, veuillez mettre à jour le graphique 11 afin d'y ajouter l'année réelle 2024-2025, le % de variation annuelle et l'IPC réel pour chacune des années.

### Réponse :

Énergie dépose une version révisée de la pièce Énergir-U, Document 1 pour refléter les ajouts demandés.

## SIMULATION

**11. Référence :** Pièce [B-0281](#), p. 37, tableau 2.

### Préambule :

Énergir présente, au tableau 2, une simulation du coût de service de base pour l'année 2026-2027 afin d'illustrer les résultats de l'application de la FVC proposée.

### Demandes :

11.1 Veuillez indiquer si Énergir a réalisé une simulation de la FVC en considérant les données des dossiers tarifaires antérieurs à 2025-2026. Dans l'affirmative, veuillez déposer cette ou ces simulations et commenter les résultats.

### Réponse :

Énergir a procédé à des simulations d'application de la FVC en considérant les cycles triennaux suivants : 2018-2019 à 2020-2021, 2020-2021 à 2022-2023 et 2022-2023 à 2024-2025. Les résultats de ces simulations sont déposés à l'annexe Q-11.1.

Les résultats obtenus démontrent qu'il y a peu de variation du revenu requis entre celui établi à l'aide de la FVC et celui déterminé selon le coût de service. L'utilisation de la FVC permet donc de maintenir des tarifs justes et équitables, tout en allégeant considérablement le processus d'établissement du revenu requis.

11.2 Dans la négative, veuillez déposer une simulation de la FVC pour la première période d'application de la formule paramétrique, sur la base des données des dossiers tarifaires, en complétant les tableaux suivants selon le même niveau de détail que le tableau 2 de la référence.

| Simulation de la FVC pour déterminer le revenu requis en distribution avant contribution GES au dossier tarifaire (en 000 \$)           | Dossier tarifaire 2018-2019<br>Coût de service (COS) |                      |                     | Indices | Simulation 2019-2020<br>COS selon FVC proposée |                     |       | R-4076-2018<br>Déposé<br>COS<br>Total |
|---|--|----------------------|---------------------|---------|--|---------------------|-------|---------------------------------------|
|   | Total  | De base<br>(indices) | Distinct<br>(marge) |         | De base<br>(indices)                           | Distinct<br>(marge) | Total |                                       |
|   | 1=2+3  | 2                    | 3                   |         | 4  | 5=2*4               | 6     |                                       |
| <b>Base de tarification</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Revenu requis   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Frais de distribution du CDG  |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| ...   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Rendement sur la BT   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| <b>Revenu requis avant contribution GES</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Simulation de la FVC pour déterminer le revenu requis en distribution avant contribution GES au dossier tarifaire 2023-2024 (en 000 \$) | Simulation 2019-2020<br>COS selon FVC proposée       |                      |                     | Indices | Simulation 2020-2021<br>COS selon FVC proposée |                     |       | R-4119-2020<br>Déposé<br>COS<br>Total |
|   | De base<br>(indices)                                 | Distinct<br>(marge)  | Total               |         | De base<br>(indices)                           | Distinct<br>(marge) | Total |                                       |
|   | 1=2+3  | 2                    | 3                   |         | 4  | 5=2*4               | 6     |                                       |
| <b>Base de tarification</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Revenu requis   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Frais de distribution du CDG  |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| ...   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Rendement sur la BT   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| <b>Revenu requis avant contribution GES</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Simulation de la FVC pour déterminer le revenu requis en distribution avant contribution GES au dossier tarifaire 2023-2024 (en 000 \$) | Simulation 2020-2021<br>COS selon FVC proposée       |                      |                     | Indices | Simulation 2021-2022<br>COS selon FVC proposée |                     |       | R-4151-2021<br>Déposé<br>COS<br>Total |
|   | De base<br>(indices)                                 | Distinct<br>(marge)  | Total               |         | De base<br>(indices)                           | Distinct<br>(marge) | Total |                                       |
|   | 1=2+3  | 2                    | 3                   |         | 4  | 5=2*4               | 6     |                                       |
| <b>Base de tarification</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Revenu requis   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Frais de distribution du CDG  |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| ...   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| Rendement sur la BT   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |
| <b>Revenu requis avant contribution GES</b>   |  |                      |                     |         |  |                     |       |                                       |

**Réponse :**

Veillez s.v.p. vous référer à la réponse à la question 11.1.

- 11.3 Veuillez déposer une même simulation pour la 2<sup>ème</sup> période d'application de la formule paramétrique, en appliquant la FVC proposée sur le coût de service du dossier tarifaire 2022-2023, afin de simuler le coût de service des années 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

**Réponse :**

Veillez s.v.p. vous référer à la réponse à la question 11.1.

11.4 Pour chacune des années simulées, veuillez présenter le calcul de l'indice pour les OPEX ainsi que les hypothèses, le cas échéant. Veuillez également commenter les résultats.

**Réponse :**

Les tableaux ci-dessous présentent les indices utilisés dans la simulation déposée en réponse à la question 11.1.

**Tableau Q-11.4 a)**

| Taux IPC  |       |   |
|-----------|-------|---|
| Année     | IPC   | Référence   |
| 2019-2020 | 1,65% | R-4076-2018, pièce B-0118, Énergir-N, Document 11, p.1, l.3 (version 30 avril 2019) |
| 2020-2021 | 2,21% | R-4119-2020, pièce B-0069, Énergir-N, Document 9, p.1, l.5 (version 7 mai 2020)     |
| 2021-2022 | 0,68% | R-4151-2021, pièce B-0070, Énergir-N, Document 9, p. 1, l. 5 (version 4 mai 2021)   |
| 2022-2023 | 4,11% | R-4177-2021, pièce B-0104, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 7 (version 13 mai 2022)  |
| 2023-2024 | 6,67% | R-4213-2022, pièce B-0115, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 5 (version 12 mai 2023)  |
| 2024-2025 | 4,50% | R-4257-2024, pièce B-0070, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 5 (version 10 mai 2024)  |

**Tableau Q-11.4 b)**

| Taux de rémunération |                 |   |
|----------------------|-----------------|---|
| Année                | Salaires – EERH | Référence   |
| 2019-2020            | 2,31%           | R-4076-2018, pièce B-0118, Énergir-N, Document 11, p.1, l.2 (version 30 avril 2019) |
| 2020-2021            | 3,09%           | R-4119-2020, pièce B-0069, Énergir-N, Document 9, p.1, l.4 (version 7 mai 2020)     |
| 2021-2022            | 4,62%           | R-4151-2021, pièce B-0070, Énergir-N, Document 9, p. 1, l. 4 (version 4 mai 2021)   |
| 2022-2023            | 4,78%           | R-4177-2021, pièce B-0104, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 6 (version 13 mai 2022)  |
| 2023-2024            | 4,91%           | R-4213-2022, pièce B-0115, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 4 (version 12 mai 2023)  |
| 2024-2025            | 3,49%           | R-4257-2024, pièce B-0070, Énergir-N, Document 8, p. 1, l. 4 (version 10 mai 2024)  |

Tableau Q-11.4 c)

| Formule paramétrique pour les OPEX * |            |                   |                                      |                          |                   |  |   |
|--------------------------------------|------------|-------------------|--------------------------------------|--------------------------|-------------------|--|---|
| Année<br>(1)                         | IPC<br>(2) | Proportion<br>(3) | IPC<br>pondéré<br>(4)<br>= (2) * (3) | Salaire<br>– EERH<br>(5) | Proportion<br>(6) | EERH<br>pondérée<br>(7)<br>= (5) * (6) | Total formule<br>paramétrique<br>(8)<br>= (4) + (7) |
| 2019-2020                            | 1,65 %     | 25 %              | 0,41 %                               | 2,31 %                   | 75 %              | 1,73 %                                 | 2,14 %  |
| 2020-2021                            | 2,21 %     | 25 %              | 0,55 %                               | 3,09 %                   | 75 %              | 2,31 %                                 | 2,87 %  |
| 2021-2022                            | 0,68 %     | 25 %              | 0,17 %                               | 4,00 %                   | 75 %              | 3,00 %                                 | 3,17 %  |
| 2022-2023                            | 4,11 %     | 25 %              | 1,03 %                               | 4,00 %                   | 75 %              | 3,00 %                                 | 4,03 %  |
| 2023-2024                            | 6,67 %     | 25 %              | 1,67 %                               | 4,00 %                   | 75 %              | 3,00 %                                 | 4,67 %  |
| 2024-2025                            | 4,50 %     | 25 %              | 1,13 %                               | 3,49 %                   | 75 %              | 2,61 %                                 | 3,74 %  |

\* Les simulations ont été effectuées avec l'utilisation de la formule paramétrique déposée dans le cadre de la proposition de formule de variation des coûts. Cette formule considère un indice pondéré, composé à 75 % de la croissance de l'indice EERH (rémunération moyenne), plafonné à 4 % et à 25 % de IPC.

**TRAITEMENT DES ÉCARTS AU RAPPORT ANNUEL**

- 12. Références :**
- (i) Pièce [B-0281](#), p. 27 et 34;
  - (ii) Dossier R-4257-2024, [B-0070](#);
  - (iii) Dossier R-4328-2025, pièce [B-0022](#);
  - (iv) Dossier R-4328-2025, pièce [B-0044](#);
  - (v) Tableau établi par la Régie.

**Préambule :**

- (i) Selon la FVC proposée, les composantes du coût de service qui seraient établies par les indices sont les OPEX, les impôts fonciers et autres, la dépense d'amortissement liée aux immobilisations, aux développements informatiques et aux programmes commerciaux, ainsi que le rendement et les impôts.

*« Toutefois, lors de la fermeture annuelle, les déclarations d'impôts seront produites sur la base des informations réelles, et tous les écarts de traitement permettant de déterminer le bénéfice imposable seront donc établis dans le cadre du rapport annuel. Le potentiel de variation des écarts de traitement entraînera nécessairement un écart entre la dépense d'impôts réelle par rapport à celle projetée selon l'IPC à la CT. Cependant, cet écart ne doit pas avoir d'incidence sur le TP/MAG, puisqu'il découle des limites inhérentes à l'établissement de la dépense d'impôts à la CT. En conséquence, Énergir propose de niveler cet écart et de l'imputer dans le CFR - impôts et taxes, de manière à neutraliser son effet sur les résultats ».*

- (ii) Au dossier tarifaire 2024-2025, les dépenses d'exploitation prévues selon la formule paramétrique s'élevaient à 256 433 k\$.
- (iii) Au rapport annuel 2024-2025, les dépenses d'exploitation autorisées pour l'année tarifaire 2024-2025 sont établies à 255 951 k\$.
- (iv) Au rapport annuel 2024-2025, l'écart entre les dépenses d'exploitation prévues au dossier tarifaire et les dépenses d'exploitation autorisées au rapport annuel, soit - 482 k\$, est soustrait du trop-perçu en distribution, aux fins du mode de partage.

(v) À partir des références (ii), (iii) et (iv), la Régie produit le tableau suivant :

| Dépenses d'exploitation<br>selon la formule paramétrique (000\$)       | Dossier tarifaire<br>2024-2025 |                | Rapport annuel<br>2024-2025 |                | Écart<br>100% clients |            |
|--|--------------------------------|----------------|-----------------------------|----------------|-----------------------|------------|
| Point de départ assujéti à l'inflation                                 |                                | 230 388        |                             | 230 388        |                       | -          |
| Inflation - Salaires (75%)   | 3,49%                          |                | 3,44%                       |                |                       |            |
| Inflation - IPC Québec (25%)   | 4,50%                          |                | 3,61%                       |                |                       |            |
| Inflation pondérée - EERH et IPC                                       |                                | 3,74%          |                             | 3,49%          |                       | 0,25%      |
| Variation nombre de clients et escompte                                |                                | -0,34%         |                             | -0,30%         |                       | -0,04%     |
| Inflation appliquée sur le point de départ                             | 3,40%                          | 7 835          | 3,19%                       | 7 353          | 0,21%                 | 482        |
| Coût net des services rendus des ASF                                   |                                | 18 210         |                             | 18 210         |                       | -          |
| <b>Dépenses d'exploitations établies selon la formule paramétrique</b> |                                | <b>256 433</b> |                             | <b>255 951</b> |                       | <b>482</b> |
| Dépenses d'exploitations réelles                                       |                                |                |                             | 243 929        |                       |            |
| <b>Écart budgétaire soumis au mode de partage</b>                      |                                |                |                             | <b>12 022</b>  |                       |            |

### Demandes :

12.1 Veuillez confirmer le tableau de la référence (v) ou le corriger, le cas échéant.

#### Réponse :

Énergir confirme l'exactitude du tableau de la référence (v).

12.2 Pour les indices au rapport annuel présentés au tableau de la référence (v), veuillez confirmer que l'IPC Québec est établi selon la moyenne des 12 mois se terminant au 30 septembre 2025. Veuillez également confirmer que l'inflation -Salaires est établi sur une période de 36 mois se terminant le 30 septembre 2025.

#### Réponse :

Selon la formule paramétrique actuellement en vigueur, Énergir procède à une mise à jour de ces indices au cours de l'été précédant le début d'une année tarifaire. De ce fait, les indices utilisés au rapport annuel et présentés au tableau de la référence (v) ont été mis à jour durant l'été 2024. L'IPC Québec a été établi selon la moyenne des 12 derniers mois se terminant au 30 juin 2024 et l'inflation – salaire a été établie selon la moyenne de 36 mois se terminant au 31 mai 2024. Une mise à jour de ces indices n'a pas été faite au 30 septembre 2025. Par ailleurs, Énergir souhaite préciser qu'elle demande l'abolition de la mise à jour des indices dans le cadre de sa proposition de FVC.

12.3 Veuillez indiquer si le traitement des écarts pour les OPEX au rapport annuel restera le même que celui présenté en références (iv) et (v). Veuillez commenter.

**Réponse :**

Le traitement des écarts pour les OPEX ne sera pas le même. En appliquant la FVC, le facteur de croissance du nombre de clients sera aboli et les indices ne feront plus l'objet de mises à jour, ce qui éliminera toute variation associée à ces éléments. Les indices seront fixés au dépôt original et ne seront pas réévalués subséquemment, ce qui éliminera les écarts au rapport annuel.

- 12.4 En ce qui a trait à l'impôt en référence (i), veuillez confirmer que l'écart entre le montant qui serait prévu au dossier tarifaire selon la FVC proposée et le montant calculé au rapport annuel sera nivelé à 100 %. Dans la négative, veuillez expliquer.

**Réponse :**

L'écart entre le montant d'impôt qui sera prévu au dossier tarifaire selon la FVC proposée et le montant calculé au rapport annuel sera nivelé à 100 %, de manière à neutraliser son effet sur les résultats. L'écart constaté sera mis dans le CFR – Impôts et taxes.

- 12.5 Pour les autres éléments qui seraient établis par l'IPC selon la FVC proposée, soit les impôts fonciers et autres, la dépense d'amortissement liée aux immobilisations, aux développements informatiques et aux programmes commerciaux ainsi que le rendement, veuillez présenter le traitement des écarts qui serait appliqué au rapport annuel.

**Réponse :**

Le traitement des écarts qui sera appliqué au rapport annuel restera le même. Les écarts engendreront un trop-perçu ou un manque à gagner qui sera ensuite alloué entre les clients et les actionnaires selon le même mode de partage en vigueur actuellement.

**Annexe Q-11.1 - Simulation d'un cycle tarifaire pluriannuel**  
**Années tarifaires 2018-2019 à 2020-2021**

en millier de \$

|  | 2018-2019                                     |                  | 2019-2020                              |                                     |   |                           | 2020-2021                              |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
|--|---|------------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|-------|-----------|--|-----------|--|----------|
|  | (R-4018-2017)<br>Cause tarifaire<br>2018-2019 |                  | Simulation<br>année<br>intermédiaire 1 |                                     | (R-4076-2018)<br>Cause tarifaire<br>2019-2020                                   |                           | Simulation<br>année<br>intermédiaire 2 |                                     | (R-4119-2020)<br>Cause tarifaire<br>2020-2021 (note 2) |                            |       |           |  |           |  |          |
|  | CMPC<br>(1)                                   | CS déposé<br>(2) | Indices<br>(3)                         | CS selon FVC<br>(4)<br>=(2)*(1+(3)) | CS déposé<br>(5)  | Écarts<br>(6)<br>=(4)-(5) | Indices<br>(7)                         | CS selon FVC<br>(8)<br>=(4)*(1+(7)) | CS déposé<br>(9)                                       | Écarts<br>(10)<br>=(8)-(9) |       |           |  |           |  |          |
| <b>1 Base de tarification</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 2 Base de tarification assujettie à la FVC   |   | 2 033 050        | IPC                                    | 1,65%                               | 2 066 685   |                           | 2 078 928                              |                                     | (12 243)   | IPC                        | 2,21% | 2 112 421 |  | 2 168 034 |  | (55 613) |
| 3 Base de tarification ajusté à la marge (incluant l'effet des projet majeurs)   |   | 4 324            |  |                                     | 19 676  |                           | 5 614                                  |                                     | 14 062   |                            |       | 51 257    |  | (2 329)   |  | 53 586   |
| <b>4 Total base de tarification</b>  |   | 2 037 374        |  |                                     | 2 086 361   |                           | 2 084 542                              |                                     | 1 819  |                            |       | 2 163 677 |  | 2 165 705 |  | (2 027)  |
| <b>5 Coût de service</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 6 Total des éléments du coût de service assujetti à la FVC selon l'indice de IPC   |   | 255 245          | IPC                                    | 1,65%                               | 259 468   |                           |  |                                     |  | IPC                        | 2,21% | 265 210   |  |           |  |          |
| 7 Dépenses d'exploitation excluant coût de services rendus - ASF   |   | 191 273          | FP                                     | 2,14%                               | 195 370   |                           |  |                                     |  | FP                         | 2,87% | 200 972   |  |           |  |          |
| 8 Total des éléments du coût de service assujetti à la FVC   |   | 446 517          |  |                                     | 454 838   |                           | 433 459                                |                                     | 21 379   |                            |       | 466 182   |  | 455 577   |  | 10 605   |
| 9 Élément du coût de service ajusté à la marge   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 10 CASEP   |   | 1 000            |  |                                     | 1 000   |                           | 1 000                                  |                                     | 0  |                            |       | 1 000     |  | 1 000     |  | 0        |
| 11 Coûts des services rendus - ASF   |   | 21 828           |  |                                     | 19 870  |                           | 19 870                                 |                                     | 0  |                            |       | 27 176    |  | 27 176    |  | 0        |
| 12 Autres composantes du coût des ASF  |   | (2 314)          |  |                                     | (5 488)   |                           | (5 488)                                |                                     | 0  |                            |       | 588       |  | 588       |  | 0        |
| 13 Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ)  |   | 3 652            |  |                                     | 3 939   |                           | 3 939                                  |                                     | 0  |                            |       | 3 853     |  | 3 853     |  | 0        |
| 14 Amortissements frais reportés (incluant l'écart de revenu)  |   | (6 974)          |  |                                     | (43 468)  |                           | (43 468)                               |                                     | 0  |                            |       | (49 457)  |  | (49 457)  |  | 0        |
| 15 Amortissement relatif aux projets majeurs   |   |                  |  |                                     | (12 846)  |                           |  |                                     | (12 846)   |                            |       | (9 846)   |  |           |  | (9 846)  |
| 16 Rendement sur la base (calculé en appliquant le CMPC x ligne 4)   | 6,50%   | 132 429          | CMPC                                   | 6,50%                               | 135 614   |                           | 135 287                                |                                     | 327  | CMPC                       | 6,50% | 140 639   |  | 137 089   |  | 3 550    |
| 17 Total des éléments du coût de service ajusté à la marge   |   | 149 621          |  |                                     | 98 620  |                           | 111 139                                |                                     | (12 519)   |                            |       | 113 954   |  | 120 250   |  | (6 296)  |
| <b>18 Total revenus requis avant contribution GES</b>  |   | 596 138          |  |                                     | 553 458   |                           | 544 598                                |                                     | 8 860  |                            |       | 580 136   |  | 575 827   |  | 4 309    |
| <b>19 % de variation des CS</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 20 <b>Simulation 2019-2020</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 21 Variation du CS de la simulation 2019-2020 par rapport au CS de la CT 2019-2020   |   | 1,63%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 22 <b>Simulation 2020-2021</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 23 Variation du CS de la simulation 2020-2021 par rapport au CS de la CT 2020-2021   |   | 0,75%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 24 <b>Variation sur un cycle triennal</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 25 Hausse du coût de service en FVC selon un plan triennal   |   | -1,35%           |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 26 Hausse du coût de service en coût de service selon un plan triennal   |   | -1,72%           |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 27 Variation relative à l'application de la FVC  |   | 0,37%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 28 <b>Note 1</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 29 Frais de distribution du CDG (excluant l'écart de revenu)   |   | 9 147            |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 30 Autres revenus d'exploitation   |   | (3 696)          |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 31 Amortissements immobilisations  |   | 126 674          |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 32 Amortissements frais reportés et actifs intangibles (incluant l'écart de revenu)  |   | 43 187           |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 33 Impôts fonciers et autres   |   | 44 825           |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 34 Impôts sur le revenu  |   | 35 108           |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 35   |   | 255 245          |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 36 <b>Note 2</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 37 Puisque ce dossier tarifaire a été effectué avec de nouveaux taux d'amortissement, un ajustement a été effectué afin d'exclure le coût de service de l'effet de la modification des taux pour être comparable aux année 2018-2019 et 2019-2020. |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 38 Coût de service approuvé à la Cause tarifaire 2020-2021   |   | 562 051          |  |                                     | (R-4119-2020, pièce B-0213, Énergir-G, Document 7, page 9, ligne 14, colonne 1) |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 39 Ajustement pour exclure l'effet de la modification des taux   |   | 13 776           |  |                                     | (R-4119-2020, pièce B-0106, Énergir-I, Document 9, annexe C, page 2)            |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |
| 40   |   | 575 827          |  |                                     |   |                           |  |                                     |  |                            |       |           |  |           |  |          |

**Énergir, s.e.c.**  
**Cause tarifaire 2025-2026, R-4287-2024**

|   | 2020-2021                                     |                  | 2021-2022                              |                                     |   |                           | 2022-2023                              |                                     |   |                            |                  |                 |
|---|---|------------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|--|-------------------------------------|---|----------------------------|------------------|-----------------|
|   | (R-4119-2020)<br>Cause tarifaire<br>2020-2021 |                  | Simulation<br>année<br>intermédiaire 1 |                                     | (R-4151-2021)<br>Cause tarifaire<br>2021-2022 |                           | Simulation<br>année<br>intermédiaire 2 |                                     | (R-4177-2021)<br>Cause tarifaire<br>2022-2023 |                            |                  |                 |
|   | CMPC<br>(1)                                   | CS déposé<br>(2) | Indices<br>(3)                         | CS selon FVC<br>(4)<br>=(2)*(1+(3)) | CS déposé<br>(5)                              | Écarts<br>(6)<br>=(4)-(5) | Indices<br>(7)                         | CS selon FVC<br>(8)<br>=(4)*(1+(7)) | CS déposé<br>(9)                              | Écarts<br>(10)<br>=(8)-(9) |                  |                 |
| <b>1 Base de tarification</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 2 Base de tarification assujettie à la FVC  |   | 2 168 034        | IPC                                    | 0,68%                               | 2 182 864                                     | 2 194 092                 |  | IPC                                 | 4,11%   | 2 272 472                  | 2 306 990        | (34 518)        |
| 3 Base de tarification ajustée à la marge (incluant l'effet des projets majeurs)    |   | (2 329)          |  |                                     | 18 027  | 10 313                    |  |                                     |   | 152 184                    | 72 655           | 79 528          |
| 4 <b>Total base de tarification</b>   |   | <u>2 165 705</u> |  |                                     | <u>2 200 891</u>                              | <u>2 204 405</u>          |  |                                     |   | <u>2 424 655</u>           | <u>2 379 645</u> | <u>45 010</u>   |
| <b>5 Coût de service</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 6 Total des éléments du coût de service assujetti à la FVC selon l'indice de IPC    |   | 236 917          | IPC                                    | 0,68%                               | 238 538                                       |                           |  | IPC                                 | 4,11%   | 248 330                    |                  |                 |
| 7 Dépenses d'exploitation excluant coût services rendus - ASF                       |   | 204 885          | FP                                     | 3,17%                               | 211 382                                       |                           |  | FP                                  | 4,03%   | 219 892                    |                  |                 |
| 8 Total des éléments du coût de service assujetti à la FVC                          |   | <u>441 802</u>   |  |                                     | <u>449 919</u>                                | <u>466 562</u>            |  |                                     |   | <u>468 222</u>             | <u>478 776</u>   | <u>(10 554)</u> |
| 9 Élément du coût de service ajusté à la marge                                      |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 10 CASEP  |   | 1 000            |  |                                     | 1 000   | 1 000                     | 0                                      |                                     |   |                            |                  |                 |
| 11 Coûts des services rendus - ASF  |   | 27 176           |  |                                     | 30 706  | 30 706                    | 0                                      |                                     |   | 22 953                     | 22 953           | 0               |
| 12 Autres composantes du coût des ASF   |   | 588              |  |                                     | 2 949   | 2 949                     | 0                                      |                                     |   | (7 933)                    | (7 933)          | 0               |
| 13 Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ)                                     |   | 3 853            |  |                                     | 4 264   | 4 264                     | 0                                      |                                     |   | 4 592                      | 4 592            | 0               |
| 14 Amortissements frais reportés (incluant l'écart de revenu)                       |   | (49 457)         |  |                                     | 8 058   | 8 058                     | 0                                      |                                     |   | 52 714                     | 52 714           | 0               |
| 15 Amortissement relatif aux projets majeurs  |   |                  |  |                                     | 149   |                           | 149                                    |                                     |   | 13 363                     |                  | 13 363          |
| 16 Rendement sur la base (calculé en appliquant le CMPC x ligne 4)                  | 6,33%   | 137 089          | CMPC                                   | 6,33%                               | 139 316                                       | 133 588                   | 5 729                                  | CMPC                                | 6,33%   | 153 481                    | 143 255          | 10 226          |
| 17 Total des éléments du coût de service ajusté à la marge                          |   | <u>120 250</u>   |  |                                     | <u>186 442</u>                                | <u>180 564</u>            | <u>5 878</u>                           |                                     |   | <u>239 170</u>             | <u>215 581</u>   | <u>23 589</u>   |
| 18 <b>Total revenus requis avant contribution GES</b>                               |   | <u>562 051</u>   |  |                                     | <u>636 361</u>                                | <u>647 126</u>            | <u>(10 765)</u>                        |                                     |   | <u>707 393</u>             | <u>694 357</u>   | <u>13 036</u>   |
| 19 <b>% de variation des CS</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 20 <b>Simulation 2021-2022</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 21 Variation du CS de la simulation 2021-2022 par rapport au CS de la CT 2021-2022  |   | -1,66%           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 22 <b>Simulation 2022-2023</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 23 Variation du CS de la simulation 2022-2023 par rapport au CS de la CT 2022-2023  |   | 1,88%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 24 <b>Variation sur un cycle triennal</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 25 Hausse du coût de service en FVC selon un plan triennal                          |   | 12,19%           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 26 Hausse du coût de service en coût de service selon un plan triennal              |   | 11,15%           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 27 Variation relative à l'application de la FVC                                     |   | <u>1,04%</u>     |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 28 <b>Note 1</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 29 Frais de distribution du CDG (excluant l'écart de revenu)                        |   | 7 192            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 30 Autres revenus d'exploitation  |   | (3 930)          |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 31 Amortissements immobilisations   |   | 128 097          |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 32 Amortissements frais reportés et actifs intangibles (incluant l'écart de revenu) |   | 33 027           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 33 Impôts fonciers et autres  |   | 44 473           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 34 Impôts sur le revenu   |   | 28 058           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |
| 35  |   | <u>236 917</u>   |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                 |

**Énergir, s.e.c.**  
**Cause tarifaire 2025-2026, R-4287-2024**

|   | 2022-2023                                     |                  | 2023-2024                              |                                     |   |                           | 2024-2025                              |                                     |   |                            |                  |                |
|---|---|------------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|--|-------------------------------------|---|----------------------------|------------------|----------------|
|   | (R-4177-2021)<br>Cause tarifaire<br>2022-2023 |                  | Simulation<br>année<br>intermédiaire 1 |                                     | (R-4213-2022)<br>Cause tarifaire<br>2023-2024 |                           | Simulation<br>année<br>intermédiaire 2 |                                     | (R-4257-2024)<br>Cause tarifaire<br>2024-2025 |                            |                  |                |
|   | CMPC<br>(1)                                   | CS déposé<br>(2) | Indices<br>(3)                         | CS selon FVC<br>(4)<br>=(2)*(1+(3)) | CS déposé<br>(5)                              | Écarts<br>(6)<br>=(4)-(5) | Indices<br>(7)                         | CS selon FVC<br>(8)<br>=(4)*(1+(7)) | CS déposé<br>(9)                              | Écarts<br>(10)<br>=(8)-(9) |                  |                |
| <b>1 Base de tarification</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 2 Base de tarification assujettie à la FVC  |   | 2 306 990        | IPC                                    | 6,67%                               | 2 460 778                                     | 2 363 376                 | 97 402                                 | IPC                                 | 4,50%   | 2 571 593                  | 2 443 818        | 127 775        |
| 3 Base de tarification ajustée à la marge (incluant l'effet des projets majeurs)    |   | 72 655           |  |                                     | 103 883                                       | 109 300                   | (5 417)                                |                                     |   | 144 098                    | 125 710          | 18 388         |
| <b>4 Total base de tarification</b>   |   | <u>2 379 645</u> |  |                                     | <u>2 564 661</u>                              | <u>2 472 677</u>          | <u>91 984</u>                          |                                     |   | <u>2 715 691</u>           | <u>2 569 528</u> | <u>146 163</u> |
| <b>5 Coût de service</b>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 6 Total des éléments du coût de service assujettis à la FVC selon l'indice de IPC   |   | 257 411          | IPC                                    | 6,67%                               | 274 571                                       |                           |  | IPC                                 | 4,50%   | 286 935                    |                  |                |
| 7 Dépenses d'exploitation excluant coût de services rendus - ASF                    |   | 221 365          | FP                                     | 4,67%                               | 231 695                                       |                           |  | FP                                  | 3,74%   | 240 360                    |                  |                |
| 8 Total des éléments du coût de service assujettis à la FVC                         |   | <u>478 776</u>   |  |                                     | <u>506 266</u>                                | <u>502 236</u>            | <u>4 029</u>                           |                                     |   | <u>527 295</u>             | <u>515 610</u>   | <u>11 685</u>  |
| 9 Éléments du coût de service ajusté à la marge                                     |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 10 Coûts des service rendus - ASF   |   | 22 953           |  |                                     | 17 590  | 17 590                    | 0                                      |                                     |   | 18 210                     | 18 210           | 0              |
| 11 Autres composantes du coût des ASF   |   | (7 933)          |  |                                     | (8 670)                                       | (8 670)                   | 0                                      |                                     |   | (2 217)                    | (2 217)          | 0              |
| 12 Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ)                                     |   | 4 592            |  |                                     | 5 400   | 5 400                     | 0                                      |                                     |   | 6 217                      | 6 217            | 0              |
| 13 Amortissements frais reportés (incluant l'écart de revenu)                       |   | 52 714           |  |                                     | 35 807  | 35 807                    | 0                                      |                                     |   | 49 760                     | 49 760           | 0              |
| 14 Amortissement relatif aux projets majeurs  |   |                  |  |                                     | (9 162)                                       |                           | (9 162)                                |                                     |   | (6 763)                    |                  | (6 763)        |
| 15 Rendement sur la base (calculé en appliquant le CMPC x ligne 4)                  | 6,02%   | 143 255          | CMPC                                   | 6,02%                               | 154 393                                       | 151 081                   | 3 312                                  | CMPC                                | 6,02%   | 163 485                    | 158 797          | 4 688          |
| 16 Total des éléments du coût de service ajusté à la marge                          |   | <u>215 581</u>   |  |                                     | <u>195 357</u>                                | <u>201 207</u>            | <u>(5 850)</u>                         |                                     |   | <u>228 692</u>             | <u>230 767</u>   | <u>(2 075)</u> |
| <b>17 Total revenus requis avant contribution GES</b>                               |   | <u>694 357</u>   |  |                                     | <u>701 623</u>                                | <u>700 703</u>            | <u>920</u>                             |                                     |   | <u>755 987</u>             | <u>746 377</u>   | <u>9 610</u>   |
| <b>18 % de variation des CS</b>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 19 <u>Simulation 2023-2024</u>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 20 Variation du CS de la simulation 2023-2024 par rapport au CS de la CT 2023-2024  |   | 0,13%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 21 <u>Simulation 2024-2025</u>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 22 Variation du CS de la simulation 2024-2025 par rapport au CS de la CT 2024-2025  |   | 1,29%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 23 <u>Variation sur un cycle triennal</u>   |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 24 Hausse du coût de service en FVC selon un plan triennal                          |   | 4,34%            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 25 Hausse du coût de service en coût de service selon un plan triennal              |   | <u>3,68%</u>     |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 26 Variation relative à l'application de la FVC                                     |   | <u>0,67%</u>     |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 27 <u>Note 1</u>  |   |                  |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 28 Frais de distribution du CDG (excluant l'écart de revenu)                        |   | 9 884            |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 29 Autres revenus d'exploitation  |   | (3 651)          |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 30 Amortissements immobilisations   |   | 138 779          |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 31 Amortissements frais reportés et actifs intangibles (incluant l'écart de revenu) |   | 48 884           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 32 Impôts fonciers et autres  |   | 48 686           |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 33 Impôts sur le revenu   |   | <u>14 829</u>    |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |
| 34  |   | <u>257 411</u>   |  |                                     |   |                           |  |                                     |   |                            |                  |                |